

Le totalitarisme à l'épreuve des passions et clichés, par Anthony Guyon

À propos de Bernard BRUNETEAU, *L'âge totalitaire. Idées reçues sur le totalitarisme*, Le Cavalier Bleu, Collections Idées Reçues, 2011.

Après avoir expliqué comment le totalitarisme avait été pensé par ceux qui l'ont vu naître et évolué au cours de l'entre-deux-guerres (*Le Totalitarisme. Origines d'un concept, genèse d'un débat. 1930-1942, Cerf, 2010. Voir notre précédent compte-rendu : <http://blog.passion-histoire.net/?p=10993>*), Bernard BRUNETEAU entend dans le présent ouvrage définir la nature du totalitarisme en revenant sur ce qu'il n'est pas. Il part ainsi d'idées reçues afin d'expliquer comment elles se sont propagées et les fondements sur lesquels elles reposent avant de démonter chacune d'entre elles.

Il définit son idéal type en une page. Les mots « totalitarisme » et « totalitaire » sont apparus au sein de l'opposition démocrate-chrétienne au parti fasciste. Ces mots qualifient la conception et la pratique du pouvoir qui revêtent des formes violentes afin de permettre un contrôle « total » de la société. Peu à peu, bolchévisme et nazisme sont comparés au fascisme et sont même placés dès le milieu des années 1930 à un stade supérieur. Le concept sera utilisé sans précaution durant la guerre froide pour mettre en avant l'idée d'un contrôle total. Aujourd'hui, le mot suscite toujours des débats, voire des polémiques, mais indubitablement le totalitarisme apparaît comme une clé de lecture du XX^{ème} siècle.

I. Un concept européen s'appliquant à trois régimes.

Bernard BRUNETEAU commence par replacer le totalitarisme dans l'histoire du continent européen. Pour cela, il le distingue de la dictature qui dans sa conception antique garde un aspect légal et institutionnel, puis de l'autoritarisme qui se diffusait dans nombre de pays européens, asiatiques, africains ou américains avant et après la Seconde Guerre mondiale. Mais les régimes autoritaires n'aspirent qu'à contrôler l'État contre la société alors que le totalitarisme espère fondre la société dans l'État.

Pour certains auteurs, le totalitarisme ne peut se réduire aux trois régimes des années 20 et 30. Sparte pour Viktor Ehrenberg, l'Empire romain pour Simone Weil et l'Égypte des pharaons pour Pitrim Sorokin auraient des formes totalitaires. Pour Karl Popper, le totalitarisme serait le

résultat d'une construction progressive inaugurée par Platon. Si l'on ne peut nier que les histoires respectives de l'Allemagne, l'Italie et la Russie ont créé une conjoncture favorable à l'émergence des totalitarismes, nous avons bien deux événements qui dans les trois cas amènent Lénine, Mussolini et Hitler au pouvoir : la Grande Guerre que François Furet qualifiait de « terreau du totalitarisme » dans le *Passé d'une illusion* et la crise de la démocratie découlant de cette même guerre. Le système démocratique laisse une brèche au totalitarisme en ne parvenant pas à résoudre les problèmes nés de la guerre.

Pour autant, on ne peut opposer le totalitarisme à la démocratie tels deux systèmes en complète dichotomie comme l'a fait Raymond Aron dans *Démocratie et totalitarisme* en 1965. Paradoxalement, ces trois régimes prétendent appliquer la vraie démocratie : Staline qualifie la constitution de 1936 comme « la plus démocratique au monde » alors que Drieu la Rochelle en 1937 certifie que le nazisme a placé le peuple au pouvoir. Mais le pouvoir démocratique est perpétuellement remis en jeu par le suffrage universel, il ne peut donc être monopolisé *ad vitam aeternam* par le même parti. Avec la notion de souveraineté, la démocratie a offert au totalitarisme un élément fondamental de son discours. Le Parti, une fois au pouvoir, prétend être le seul représentant du peuple et de tout le peuple. Si la Seconde Guerre mondiale apparaît comme une guerre totale entre les deux paradigmes, il n'en reste pas moins que le totalitarisme s'est appuyé sur un discours à prétention démocratique.

Après avoir répété (P 57) que le concept avait été forgé au sein de l'opposition au fascisme, l'auteur insiste sur le fait que la définition s'applique aux régimes fasciste, nazi et bolchévique. Certains penseurs ont affirmé à la suite d'Hannah Arendt que l'Italie ne pouvait entrer dans ce classement et devait seulement être considérée comme une dictature nationaliste. Renzo de Felice n'y voyait au début de ses travaux qu'un totalitarisme de façade. C'est la nouvelle historiographie, emmenée par Emilio Gentile, qui a montré à quel point le régime de Mussolini s'était illustré comme un laboratoire totalitaire. La guerre contre l'Éthiopie et l'alliance avec l'Allemagne ne peut laisser de doute sur la nature intrinsèque du mouvement du Duce. Après ces deux événements, il conquiert la totalité du pouvoir et tente de fasciser l'ensemble de la société. Il lance également en 1936 le thème de l'« homme nouveau » fasciste, la guerre à venir sera de nature darwinienne et révélera une race de conquérants et de dominateurs. La législation antisémite mise en place en 1938 ne laisse aucun doute sur l'essence totalitaire du fascisme.

À l'inverse, personne ne remet en question l'aspect totalitaire de l'URSS bolchévique, mais le débat se focalise sur le moment à partir duquel le régime revêt cette nature. À la suite de Trotski et Arendt, beaucoup ont affirmé, et continuent à affirmer, que l'URSS n'est devenue totalitaire qu'avec Staline. Cette affirmation a été renforcée par le rapport Khrouchtchev de 1956. Circonscire la nature totalitaire du régime à la personne de Staline permet aussi aux thuriféraires du communisme de sauver Octobre 1917. Pourtant Lénine, dès 1917, affirmait la concentration des pouvoirs entre les mains du Parti et le rôle de la violence de masse. N'oublions pas la période de la guerre civile sur laquelle les travaux de Nicolas Werth ne laissent plus aucun doute. Entre 1917 et 1921, naissent la notion d' « ennemi du peuple » et la Tcheka, Lénine supprime la liberté de la presse et légalise la terreur. Des catégories entières telles les koulaks et les bourgeois deviennent les éléments nuisibles qu'il convient d'éliminer pour purifier la terre russe.

Le totalitarisme s'illustre comme un phénomène nouveau que l'on ne peut utiliser à tort ou à raison sous peine de le dénaturer. Seuls les régimes fasciste, nazi et bolchevique rassemblent les conditions nécessaires pour être qualifiés de totalitaires. Toutefois, il ne faudrait pas à l'inverse caricaturer ce concept et s'imaginer un Big Brother contrôlant les moindres pans de la société. Si cet objectif a bien été poursuivi et affirmé par les trois leaders, l'historiographie récente révèle une société capable de résister à l'oppression totalitaire.

II. Les sociétés face au totalitarisme.

Les trois régimes ont imposé l'idée que dans le système totalitaire rien ne pouvait exister en dehors de l'État. Les fascistes résumaient cette idée à la formule : « tout pour l'État, rien hors de l'État, rien contre l'État ». Une analyse plus profonde révèle une dualité entre le Parti et l'État. Pour l'auteur, l'expression « État totalitaire » serait presque impropre (P 52). Le Parti entre rapidement en conflit avec l'État et s'accapare peu à peu les prérogatives régaliennes. Il s'agit bien d'un parti unique qui aspire à une hégémonie sans équivalent sur la société.

En même temps que s'opère cette dualité, les trois régimes et plus particulièrement le nazisme, puis le fascisme aspirent à créer un Homme nouveau qui symboliserait la régénération du pays initiée par le Parti. Cet homme mettrait fin au processus de décadence initiée par la société du XIX^{ème} siècle, puis atteignant son paroxysme avec la crise de la démocratie et renouerait avec

un passé mythique datant de l'Antiquité ou du Moyen Âge. Guerrier dans la mythologie fasciste, l'homme nouveau prend une connotation davantage biologique en Allemagne. Il rassemble en sa personne : le guerrier, l'athlète et l'intellectuel. Il se fabrique aussi par la désignation d'une antithèse : le dégénéré, le Juif, le bourgeois qui permettent de construire ce mythe par un système d'opposition.

Vis-à-vis de leur société, ces régimes se sont construits en donnant une impression d'ordre contrastant avec ce qu'ils voyaient comme un chaos au sein des démocraties. Discipline, économie planifiée, obéissance, répression des déviances sont les facettes que ces systèmes espèrent présenter au monde extérieur. Et cela fonctionne, à la lecture des intellectuels ou hommes politiques venant parcourir ces espaces devenus pays de cocagne pour les besoins de la visite. Mais le travail des archives démonte cette image idyllique. Ainsi, en 1935, le triomphe du Parti unique mis en scène à Nuremberg cache les désaccords latents entre SA/SS, et Parti/administration. Pour l'URSS, Alain Blum parle d' « anarchie bureaucratique » du fait des conflits récurrents entre l'administration étatique et le parti. Ces dissensions permettent aussi de mettre fin au mythe selon lequel toute résistance serait impossible dans un système totalitaire.

En effet, à la suite d'Orwell, l'idée d'un Big Brother empêchant toute initiative personnelle s'est imposée. Le peuple a été vu comme une masse obéissante dépourvue de toute initiative personnelle. Or, ce constat a été remis en question par l'historiographie récente. Dès 1933, des mouvements de jeunesse se forment en réaction au nazisme comme les Pirates de l'Edelweiss dans la Ruhr. Ian Kershaw a quant à lui montré qu'il subsistait bien une opinion dans l'Allemagne nazie donnant lieu à des manifestations : des catholiques contre les mesures antichrétiennes ou encore des femmes qui en 1941 s'opposent au retrait du crucifix dans les écoles. En URSS, les rapports secrets de la police politique locale (svodki) révèlent de nombreuses manifestations contre le régime comme par exemple les paysans se révoltant contre la collectivisation ou bien les ouvriers pratiquant la grève pour dénoncer la pénurie. Rien qu'en 1930, les archives nous informent sur quantité de manifestations et actes terroristes causant la mort de 1100 représentants de l'État ou du parti. À côté de ces actes forts, les archives révèlent également une résistance passive : abandons de poste, fuites, détournements de matériel.

Il paraît important de ne pas cantonner la société dans une position de domination complète, assommée par la propagande et la terreur. Les systèmes totalitaires avaient pour objectif la soumission de la société afin de générer un homme nouveau mais les découvertes archivistiques témoignent d'une réalité plus complexe. Les préjugés intellectuels et idéologiques, ainsi que le manque d'accès aux sources ont suscité de nombreuses écoles historiographiques parfois en opposition radicale.

III. Un « objet historique chaud ».

L'auteur s'attaque ici à des poncifs de l'historiographie. Au premier rang desquels la comparaison entre nazisme et communisme qui a longtemps été vue comme inappropriée. Nombre d'intellectuels expliquent que le nazisme est par nature inhumain alors que le communisme serait par essence bon et c'est sa perversion par divers dirigeants qui aurait conduit vers des catastrophes. Ces penseurs, à l'image d'Enzo Traverso, ne nient pas la dimension criminelle du communisme mais rappellent sa finalité. Le communisme aspire à transformer l'homme et à améliorer la civilisation. Les deux puisent leurs racines dans l'histoire de l'Europe et plus particulièrement les siècles des lumières et des nationalités qui ont conduit au racisme. La question sur laquelle divergent les auteurs du Livre noir et les avocats du communisme est s'il faut juger un régime sur ses actes ou ses intentions ? Pour Bernard Bruneteau, l'un ne peut aller sans l'autre. Les points de comparaison sont nombreux : les méthodes, la division manichéenne du monde entre amis et ennemis, les structures étatiques, le choix d'une catégorie élue et le rôle de la violence. La comparaison ne peut qu'apporter à la compréhension des deux phénomènes.

Pour autant, l'auteur ne place pas les deux régimes au même niveau. Ainsi, à la page 127, il démonte l'idée reçue selon laquelle « les crimes du communisme valent bien ceux du nazisme ». Les procès d'après-guerre de David Rousset, Victor Kravchenko et Margarete Buber-Neumann ont facilité cette analogie. Ernst Nolte a vu dans le Goulag un « précédent logique et factuel » à Auschwitz. Les partisans de l'égalité entre les deux systèmes, voire même d'une surenchère pour le communisme, au-delà de motivations idéologiques pour certains, s'appuient sur le bilan quantitatif et la famine ukrainienne de 1933 pour laquelle de nombreux historiens identifient une dimension génocidaire. Mais la première différence est à souligner sur le plan qualitatif : en URSS, les opposants sont éliminés pour ceux qu'ils font ou souvent sont supposés faire, alors qu'en Allemagne les Juifs et Tsiganes sont éliminés pour ceux qu'ils sont. La famine ukrainienne quant à

elle avait pour objectif la soumission des Ukrainiens et non leur élimination. Par ailleurs, pour le système concentrationnaire, le Goulag ne peut être comparé aux camps d'extermination. Pour reprendre l'auteur : « L'objectif du chef de camp sibérien se mesure en hectares de forêt défrichés, en tonnes de minerais extraits, en kilomètres de chemin de fer construits quel qu'en soit le coût humain ; l'objectif de son homologue nazi est le nombre de « sous-hommes » morts » (P 131). En posant ce constat préliminaire, le professeur rennais facilite d'autant plus la comparaison entre les deux régimes.

Ensuite, l'auteur rappelle que le pacte Molotov-Ribbentrop résultait plus d'un concours de circonstances que d'une convergence totalitaire. Toutefois, il ne nie pas l'importance idéologique et utilise à bon escient l'expression de « réalpolitik totalitaire » pour montrer que la politique extérieure des deux reste définie par un esprit totalitaire.

Il termine en réaffirmant la pertinence du concept face à une histoire sociale qui a plaidé pour son abandon et conteste le fait que l'on utilise ce concept pour désigner toute sorte de régimes. Aujourd'hui, notamment au sein des mouvements altermondialistes, plusieurs chercheurs voient dans le libéralisme une forme de totalitarisme. Pour ces derniers, les partisans du libéralisme croient dans la dimension messianique du marché, n'acceptent aucun autre système économique et utilisent une « violence civilisée » pour maintenir ce système en place. Or le système libéral est celui qui a introduit la différenciation État/société par le biais de la représentation. Pour les avocats de cette comparaison (Losurdo, Zizek), il s'agit surtout de discréditer le libéralisme par l'établissement de ce lien de parenté.

Le totalitarisme n'a donc pas fini de faire couler de l'encre. Aujourd'hui, de plus en plus de personnes doutent du bienfondé de ce concept. Est-il encore pertinent à force d'avoir été dénaturé de tous les côtés ? À l'issue de cet ouvrage, la réponse s'avère positive. Ce concept caractérise les systèmes les plus vils de l'histoire, et à ce titre nombre de gourous de la mémoire aimeraient l'amener vers leur thème de prédilection. Cet ouvrage est assez bien construit car il procède à l'envers : il part du cliché ou de l'idée reçue et la démonte peu à peu. Cette collection connaîtra de beaux jours car l'on peut appliquer cette méthode à de nombreuses notions contemporaines comme le génocide pour lequel beaucoup combattent afin d'obtenir ce titre pour

des massacres divers (voir la polémique récente sur la Vendée : <http://blog.passion-histoire.net/?p=11130>). Bernard Bruneteau signe ici un ouvrage de qualité et beaucoup plus simple d'accès que le précédent. Le lecteur en 180 pages comprendra de façon ludique toute la complexité de ce concept, critiquable certes comme tout concept mais souvent caricaturé à tort. Ce livre offre un complément au précédent ouvrage écrit aux éditions du Cerf car l'auteur s'y livre davantage. Il plaide pour une histoire décomplexée et détachée de toute idéologie afin de mieux cerner ces systèmes politiques dans leur globalité.

Anthony Guyon est enseignant et doctorant au sein du groupe CRISES de Montpellier. Il prépare une thèse sur les tirailleurs sénégalais en France durant l'entre-deux-guerres.

© Le Blog de l'Histoire – <http://www.passion-histoire.net> – Mars 2012